LYCÉES

Pas de retour à la normale

Des élèves des classes de terminale se sont rassemblés pour le troisième jour consécutif à proximité de l'annexe du ministère de l'Education à Ruisseau. Les assurances du ministère de l'Education n'ont visiblement pas dissipé les inquiétudes des lycéens qui, après avoir refusé le rattrapage des cours pendant les vacances, exigent de connaître le fameux «seuil» des cours pris en compte pour l'élaboration des sujets du baccalauréat.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les lycéens font dans la surenchère. Après avoir protesté contre le rattrapage des cours pendant les vacances et les jours de repos hebdomadaires, ils exigent de la tutelle la publication d'un communiqué dans lequel serait fixé le «seuil» des cours qui seront pris en compte pour l'élaboration des sujets de baccalauréat.

Une doléance à laquelle finira certainement par se plier le département de Baba Ahmed au regard d'une conjoncture faite d'une grève qui aura duré quatre semaines.

L'intention de Baba Ahmed de supprimer cette «mesure» introduite sous Benbouzid risque de se heurter à des résistances tant les lycéens s'y sont habitués et la considèrent désormais comme un droit.

Pour désamorcer une situation née d'incompréhensions et de mauvaise circulation de l'information au milieu des lycéens, le ministère de l'Education a rappelé une fois de plus par la voix du chef de cabinet par intérim que les sujets des épreuves du baccalauréat «ne porteront que sur les cours effectivement dispensés durant l'année scolaire» et que le bac blanc était prévu pour le mois de mai. Il sera suivi d'une période de révision avant le déroulement des épreuves du baccalauréat le 1er juin comme prévu dans le calendrier tracé par le département de Baba Ahmed.

Photo : NewPress

Les lycéens n'en démordent pas.

Pas de menace sur les vacances de printemps non plus puisqu'il n'a jamais été question de leur suppression.

Pour mieux expliquer les modalités de rattrapage, le ministère de l'Education a adressé une instruction aux directeurs de l'éducation.

Il y est expliqué que le rattrapage des cours devait se faire en prenant en considération les capacités d'assimilation des élèves. Chaque établissement est appelé à élaborer son propre programme de rattrapage «conformément à une méthodologie pédagogique définie dans le cadre de conseils éducatifs ad hoc et après concertation entre les membres dudit établissement».

Le rattrapage devra prendre en compte le nombre des cours perdus pour chaque matière en associant les enseignants et les délégués de classes outre l'adaptation dans le respect des rythmes scolaires en évitant «un bourrage de cours».

Le ministère de l'Education va plus loin en laissant le soin aux conseils éducatifs la possibilité de décider de l'opportunité d'organiser les compositions du second trimestre ou pas. Il leur sera possible de ne tenir compte, pour ce trimestre, que des notes des devoirs et celle de l'évaluation continue. Une concession à travers laquelle le ministère espère rapidement contenir la situation en vue d'un retour à la normale.

N. I.

BÉJAÏA

Un rassemblement de lycéens tourne à l'affrontement avec la police

Un imposant rassemblement de protestation de lycéens observé dans la matinée d'hier devant le siège de la Direction de l'éducation à Béjaïa s'est vite transformé en de violentes scènes de heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre.

En grève depuis dimanche, les élèves protestataires qui réclament le maintien des vacances scolaires et un seuil des cours à réviser pour les examens suite à la grève des enseignants ont assiégé le siège de l'académie en lançant des pierres et divers projectiles. Toutes les vitres du siège flambant neuf de la Direction de l'éducation ont volé en éclats sous les bombardements de pierres.

Plusieurs centaines de lycéens en furie ont également bloqué la principale artère du centre-ville à la circulation automobile. L'intervention des forces de l'ordre pour disperser la foule a donné lieu à de violents heurts.

Aux jets de pierres des insurgés, les éléments des brigades anti-émeutes ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes pour tenter de ramener le calme.

Les échauffourées entre la police et les lycéens protestataires, déterminés à se faire entendre par le département de Baba Ahmed, se sont poursuivies durant tout l'après-midi d'hier. Plusieurs manifestants ont été interpellés par la police lors de ces scènes de violences, rapportent des sources qui déplorent aussi de nombreux blessés dans les rangs des forces de l'ordre et des lycéens révoltés.

A. Kersani

SELLAL À PARTIR DE BOUMERDÈS :

«Les grèves n'auront aucune conséquence sur nos lycées»

C'est désormais à visage découvert que Abdelmalek Sellal mène campagne pour la réélection de Abdelaziz Bouteflika.

De notre envoyé spécial à Boumerdès, Kamel Amarni

Après avoir annoncé, lui-même samedi dernier la candidature de l'actuel locataire d'El-Mouradia, à partir d'Oran, celui qui devra conduire la direction de campagne du «candidat officiel» s'était rendu, hier mercredi, à Boumerdès en tant que Premier ministre. Comme partout auparavant, il n'était question que de la promotion du bilan de Bouteflika et, bien sûr, de «vendre» le quatrième mandat. «D'aucuns nous reprochent : mais pourquoi vous liez toujours la stabilité avec cet homme-là (Bouteflika, ndlr) ?» commençait par dire le Premier ministre lors de sa traditionnelle rencontre avec "les représentants de la société civile". Et de répondre, comme d'habitude : «Rappelez-vous bien, en 1999, à l'occasion de ma première visite officielle ici à Boumerdès, en tant que ministre de l'Intérieur à l'époque. Je suis venu faire la promotion de la concorde civile à l'époque et j'avais en face, dans la salle, y compris des terroristes.» N'ignorant pas que cette région abrite encore quelques poches terroristes, Sellal lancera : «Je saisis cette occasion d'ailleurs pour lancer, à partir d'ici, à une poignée qui sévit encore, que la main de la réconciliation reste tendue.»

Il faut dire que Sellal parle surtout en sa qualité de directeur de campagne, même encore «officieux». C'est également le cas lorsqu'il fera deux promesses, l'une à destination «locale» et l'autre d'ordre national. La première concerne cet épineux problème des chalets, ce problème qui empoisonne des centaines de familles dans cette wilaya depuis le sinistre tremblement de terre de mai 2003. C'est simple : «Nous ne voulons plus en entendre parler», résumera Sellal qui rèvèle : «Nous avons donné instruction au wali pour en finir définitivement avec ce problème en lançant, dans les trois mois, au maximum tous les chantiers à même de permettre le relogement de tous les concernés et effacer définitivement, toute trace de ce drame.» Sur un autre plan, d'ordre national, Sellal évoquera la colère des lycéens de ces derniers jours. «Je saisis cette occasion, d'ici, de cette wilaya universitaire, pour m'adresser à nos lycéens. Il y a une certaine agitation ces derniers jours. Soit. Mais je tiens, de manière officielle, à rassurer nos enfants : les grèves qui ont frappé le secteur n'auront absolument aucune conséquence sur votre scolarité. J'en ai parlé au ministre de l'Education nationale. Et je vous le réaffirme encore une fois, il n'y aura aucune conséquence ni sur votre cursus, ni sur vos congés, ni les séances de rattrapage, ni sur les examens. D'ailleurs, même s'agissant des examens, j'invite tous les syndicats à ouvrir un dialogue serein.»

Ce faisant, Sellal désavoue clairement son ministre de l'Education dont la dernière circulaire suggérait pratiquement autre chose.

Ceci dit, il est évident que le pouvoir, qui a officiellement lancé sa machine électorale et électoraliste, ne peut en aucun cas se permettre une quelconque «agitation sociale» en cette période si cruciale.

K. A.

VIRULENTES ATTAQUES VIRTUELLES CONTRE LE FLN

La «note» de Saâdani

Au FLN, on semble prendre très au sérieux tout ce qui se trame sur la Toile. Surtout quand il s'agit de choses politiques que les canaux de communication publics filtrent et contrôlent.

Et au sein du vieux front, la féroce attaque dont ont été victimes et le président d'honneur qui n'est autre que le président de la République, candidat à sa propre succession pour la quatrième fois de suite, et les cadres dirgeants du parti, est loin d'être «admise».

Et à défaut de pouvoir arrêter ce «massacre» «virtuel», la direction du vieux front n'a pas eu d'autre alternative que d'inviter les secrétaires des mouhafadhas et les présidents des commissions provisoires des mouhafadhas à suivre de très près tout ce qui se «commet» comme publications à propos du front et d'y «répliquer» au besoin.

Elle exhortera les mouhafadhas non encore dotées de cellules de réseaux sociaux à s'en doter au vu, écrit le chargé des technologies de l'information et du site électronique au sein du bureau politique du FLN, de l'importance de ces réseaux quant à leur capacité d'influence sur les opinions nationale et internationale, «notamment parmi les jeunes et l'avenir de l'Algérie».

M. K.